



Conseil Général



Haut-Rhin

DIRECTION DE LA PROTECTION JUDICIAIRE
DE LA JEUNESSE

DIRECTION INTERREGIONALE
PJJ GRAND EST

DIRECTION TERRITORIALE
PJJ HAUT-RHIN

DIRECTION ENFANCE SANTE INSERTION

TARIFICATION DES ETABLISSEMENTS
SOCIAUX

ARRÊTÉ

N° 2011/2506 du 26 août 2011 portant tarification de l'EEP « La Ferme » à RIEDISHEIM

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu les articles 375 à 375-8 du code civil et 1181 à 1200 du nouveau code de procédure civile ;

Vu l'ordonnance 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

Vu l'ordonnance 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

Vu les lois 82-213 du 2 mars 1982 et 82-623 du 22 juillet 1982 relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu les lois 83-8 du 7 janvier 1983, 83-663 du 22 juillet 1983 et 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu le décret 46-734 du 16 avril 1946 modifié relatif aux personnes, institutions ou services recevant des mineurs délinquants ;

Vu le décret 75-96 du 18 février 1975 modifié fixant les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs ;

Vu l'arrêté du Ministre de la justice en date du 19 décembre 2003 relatif aux modes de tarification applicables aux prestations d'action éducative délivrées par les établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse et sous compétence tarifaire conjointe du représentant de l'État dans le département et du président du conseil général ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 mai 2000 habilitant l'établissement « COT La Ferme », au titre du décret n° 88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Education et d'Animation (A.R.S.E.A), gestionnaire de l'établissement ;

Sur rapport conjoint du Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et du Directeur Général des Services du Département,

ARRÊTENT

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire de l'année 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles pour l'établissement « EEP La Ferme » à RIEDISHEIM sont autorisées comme suit :

Groupe I	538 838,13 €
Groupe II	2 372 671,39 €
Groupe III	462 271,12 €
Déficit intégré	0,00 €
Total Charges Brutes	3 373 780,64 €
Groupe I	3 254 570,64 €
Groupe II	76 141,00 €
Groupe III	43 069,00 €
Excédent intégré	0,00 €
Total Recettes Brutes	3 373 780,64 €
Total Charges Nettes	3 254 570,64 €

Article 2 : Les prix de journée applicables à compter du 1^{er} août 2011 sont fixés à :

- **346,95 €** par jour pour l'internat,
- **277,56 €** par jour pour le service d'accueil de jour.

Article 3 : Les prix de journée applicables au 1^{er} août 2011 incluent le rattrapage de l'application du 1^{er} janvier au 31 juillet 2011 des prix de journée 2010 encore en vigueur dans l'attente de la fixation des nouveaux tarifs.

Article 4 : Dans l'attente de la notification des tarifs au titre de 2012, les prix de journée applicables à compter du 1^{er} janvier 2012 sont fixés à :

- **194,86 €** par jour pour l'internat,
- **155,89 €** par jour pour le service d'accueil de jour,

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale, sis Immeuble « Les Thiers » 4 rue Piroux 54036 NANCY Cedex dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 6 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'A.R.S.E.A.

Article 7 : En application des dispositions du III de l'article R 314-36 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et au recueil des actes administratifs du Département du Haut Rhin.

Article 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Monsieur le Directeur Général des Services du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

COLMAR, le **26 AOUT 2011**

Fait en deux exemplaires originaux

LE PREFET

Alain PERRET

LE PRESIDENT

Pour le Président, par délégation
Le Directeur

Michel CHOCHROY